

Ils sont contre les décisions de la tripartite

- Actualité politique nationale - Grèves SNVI et entreprises de la Zone industrielle de Rouiba - GREVE SNVI ROUIBA - LU DANS LA PRESSE -

Date de mise en ligne : mardi 12 janvier 2010

Description :

Par Kamel Omar

La grogne sociale monte et l'année commence plutôt mal pour les travailleurs de la Société nationale des véhicules industriels (SNVI) de Rouiba qui ont observé massivement, hier, un arrêt de travail pour protester contre les conclusions de la dernière réunion tripartite. Moins d'un mois après le rassemblement qu'ont organisé les cadres syndicaux devant le siège de l'union locale de l'UGTA de Rouiba pour dénoncer les décisions annoncées à l'issue de la tripartite de début décembre 2009, c'est au tour des travailleurs de la SNVI d'embrayer sur la protestation.

in El Watan

04.01.10

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Le vaste complexe était quasiment paralysé durant toute la journée et au lieu de trouver des bras occupés à travailler l'acier, nous avons rencontré des hommes inquiets et en colère, en petits groupes autour d'une discussion enflammée sur leur situation ou regroupés devant la direction de l'entreprise. Quelque 5000 travailleurs ont adhéré au mot d'ordre de grève lancé hier, spontanément nous dit-on, paralysant ainsi quasi totalement l'ensemble des ateliers de la SNVI. La fonderie et la forge ainsi que les ateliers de la division des véhicules industriels (DVI) et d'autres unités étaient totalement à l'arrêt. Et le mouvement risque de durer car « la grève est illimitée ; elle ne cessera qu'avec la satisfaction de nos revendications », clament les protestataires. Les relents politiques de la manifestation sont on ne peut plus clairs : le monde du travail vient en effet de réserver une réponse cinglante aux conclusions du gouvernement et à son partenaire social, l'UGTA. « Nous rejetons catégoriquement les accords passés entre l'UGTA et le gouvernement lors de la dernière réunion tripartite. Nos revendications se résument en deux points : les salaires et le départ à la retraite. Nous voulons une augmentation conséquente et le maintien de l'actuel système de départ en retraite », nous a déclaré un travailleur. Et à son collègue d'expliquer : « Nos prétendus représentants sont allés à cette réunion sans avoir lancé un débat au préalable ; ils ont conclu un accord très défavorable aux travailleurs.

Tout le monde sait qu'augmenter le SNMG de 3000 DA est insignifiant et ne touche qu'une infime partie des travailleurs. Nous sommes en outre contre la suppression du droit de départ à la retraite proportionnelle ou après 32 ans de service. En plus de 32 ans de service, que pouvons-nous apporter ? Le gouvernement devrait plutôt être vigilant sur le sort des recettes pétrolières. Il faut absolument revoir les salaires et le partage des richesses nationales. » Les travailleurs de la SNVI estiment que la situation est intenable. « Le pouvoir d'achat ne cesse de dégringoler et notre situation de se dégrader. C'est notre dignité même qui s'en trouve entamée. Les hauts responsables voient leurs revenus croître sans cesse et nous autres, simples travailleurs, subissons le diktat d'un pouvoir qui n'a d'yeux que pour les intérêts restreints d'une certaine classe », nous dit-on.

Les grévistes trouvent que les travailleurs de ce complexe évoluent dans des conditions très difficiles. « Nous travaillons dans des conditions pénibles. Et ceci ne nous permet pas de continuer à travailler jusqu'à 60 ans. Celui qui travaille à la forge ou à la fonderie et qui mange seulement un sandwich à midi ne peut pas résister aussi longtemps », dit un autre travailleur. « La décision rendue publique après la tripartite était contenue dans le discours du Président du 24 février 2009. Ce qui renseigne sur le fait qu'elle n'est même pas le fruit d'une négociation entre le gouvernement, le patronat et la centrale syndicale, comme on le laisse entendre », lance un syndicaliste. De nombreux travailleurs que nous avons trouvés rassemblés devant le siège de leur direction dénoncent l'augmentation des prix de divers produits de large consommation intervenue juste avant ou tout de suite après la réunion tripartite. Ils nous ont déclaré que la grève est illimitée et que le mouvement va être porté dans la rue s'ils ne trouvent pas une oreille attentive à leurs doléances.

La tension était telle, hier, qu'on a jugé nécessaire de mobiliser une équipe de la Gendarmerie nationale dans l'enceinte du complexe.

Les manifestants étaient surtout remontés contre l'UGTA qui, selon leurs propos, « a livré les travailleurs à l'injustice et à l'exploitation en cédant sur leurs droits ». Un syndicaliste trouve, en effet, qu'il est vain de parler d'augmentation si l'article 87 bis du code du travail n'est pas abrogé. « Cet article assimile le salaire de base au salaire net que doit recevoir le travailleur », nous dit-il. Les travailleurs de la SNVI mettent en avant leur « sens du sacrifice et leur dévouement » pour s'opposer aux « vellétés de leur exploitation ». « Lorsqu'on nous a demandé, dernièrement, de fabriquer un bus en toute urgence pour transporter l'équipe nationale à son retour de Khartoum, de l'aéroport jusqu'à Alger-Centre, nous avons travaillé jour et nuit », disent-ils. A notre sortie du complexe, les travailleurs étaient toujours en grève et une délégation représentant le syndicat d'entreprise était venue les voir.

Mais certains travailleurs de la DVI rappellent que leur section syndicale attend depuis plus d'une année

Ils sont contre les décisions de la tripartite

l'organisation d'une assemblée générale électorale pour le renouvellement de son bureau.

Ils rappellent qu'un désaccord entre les anciens membres du bureau et les nouveaux candidats sur le mode de scrutin à adopter (vote par atelier ou vote général) a provoqué une crise qui dure depuis la fin de l'année 2008. Un recours a été introduit auprès du secrétariat national de l'UGTA, mais les travailleurs attendent toujours une décision de la part des responsables. Responsables, syndicalistes et travailleurs sont conscients que les problèmes soulevés dépassent les compétences de la direction de l'usine, d'où leur appel au gouvernement afin qu'il revoie sa copie.

Par Kamel Omar

in El Watan

04.01.10